

DOSSIER de PRESSE

LE PRIX DES DROITS DE L'HOMME DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Édition 2022



CNC**CDH**

COMMISSION NATIONALE
CONSULTATIVE
DES DROITS DE L'HOMME

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

4	Mot de Madame la Ministre
5	Mot du Président de la CNCDH
6	Le Prix des droits de l'Homme
7	Le thème de l'année 2022
9	Les lauréats
21	Les mentions spéciales

SOMMAIRE





GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Mot de **MADAME LA MINISTRE**

« Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde. »

Ainsi débute le préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme, proclamée à Paris le 10 décembre 1948 par l'assemblée générale des Nations Unies.

40 ans plus tard, sous l'impulsion de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), était créé le Prix des droits de l'Homme de la République française avec l'objectif de reconnaître et soutenir le rôle fondamental de la société civile dans la promotion et la protection des droits humains dans le monde entier.

C'est un immense honneur de remettre ce Prix cette année, au nom de l'État français et devant sa devise « Liberté – Égalité – Fraternité », aux lauréats venus des quatre coins du monde, dont les actions contribuent à renforcer la dignité de toutes et tous et à lutter pour le respect de leurs droits fondamentaux.

En 2022, les actions des lauréats visent la protection des droits sexuels et reproductifs : pour les personnes LGBT+ et en luttant contre les inégalités entre les femmes et les hommes.

Partie intégrante des droits humains, les droits sexuels et reproductifs sont des droits inaliénables.

Et pourtant.

Pourtant, l'homosexualité et la transidentité sont toujours pénalisées dans de nombreux États, et la haine se déverse sur les réseaux sociaux ou dans la sphère professionnelle contre celles et ceux qui vivent librement leur orientation sexuelle et leur identité de genre.

Pourtant, la sexualité des femmes, l'accès à la contraception et le droit à l'avortement sont de plus en plus remis en cause au sein même des États démocratiques, et des pratiques discriminatoires ou violentes menacent la liberté de choix des femmes à disposer de leur corps.

Notre monde fait face à des conflits marqués par de graves violences sexuelles commises contre des civils, à la montée des autocrates en Europe et ailleurs qui menacent des libertés humaines fondamentales, aux conséquences de la crise sanitaire qui affectent particulièrement les droits sociaux des plus vulnérables.

Toutes ces violences ignorent les frontières géographiques, sociales et culturelles.

Dans ce contexte et plus que jamais, nous savons que le combat pour la défense des droits humains universels, indivisibles et interdépendants, doit être une priorité de l'action diplomatique et qu'aucun intérêt économique ou stratégique ne doit nous y faire renoncer.

Par leurs projets et leurs actions, les lauréats récompensés aujourd'hui, venus d'Albanie, d'Argentine, d'Égypte et du Venezuela, incarnent avec force les mots de l'anthropologue féministe Margaret Mead « *Ne doutez jamais qu'un petit nombre d'individus conscients et engagés puisse changer le monde. En fait c'est toujours ainsi que le monde a changé.* »

Isabelle ROME

**Ministre déléguée auprès de la Première ministre,
chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes,
de la Diversité et de l'Égalité des chances**

Mot du PRÉSIDENT DE LA CNCDH



« Chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de promouvoir la protection et la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales aux niveaux national et international. »

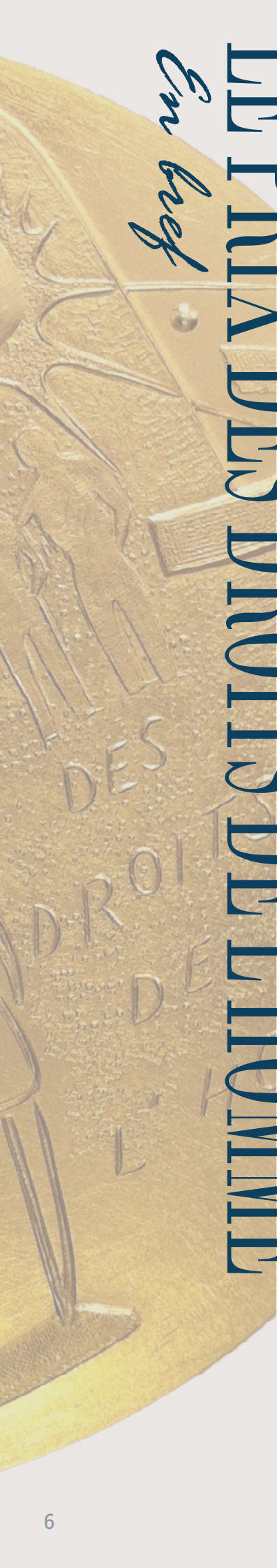
L'article premier de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'Homme, adoptée à l'unanimité par les Nations Unies le 9 décembre 1998, souligne le rôle que chacun peut jouer en tant que défenseur des droits humains. Toutes et tous, nous participons d'un mouvement mondial en faveur des droits fondamentaux et de la dignité humaine. Depuis plus de trente ans la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) célèbre les femmes et les hommes qui font vivre cet idéal de protection et de réalisation des droits humains, parfois au péril de leur sécurité.

Le Prix des droits de l'Homme de la République française « Liberté, Égalité, Fraternité » vient ainsi, chaque année, rendre un hommage particulier à celles et ceux qui tous les jours s'engagent pour défendre la dignité humaine et la justice, pour rendre effectifs les droits et libertés fondamentaux. À travers ce Prix remis à cinq lauréats, la République française met en lumière toutes celles et tous ceux, de tous âges, genres et identités, qui œuvrent de manière pacifique pour la défense des droits humains. Il nous faut saluer le courage, l'abnégation, l'engagement de ces personnes et de ces groupes qui s'élèvent contre toutes les formes de discrimination, créer des sociétés plus justes et plus inclusives.

À l'heure où, partout dans le monde, les droits humains sont bafoués, foulés aux pieds, remis en question, le Prix des droits de l'Homme de la République française est un gage d'espoir, car nos lauréats viennent concrétiser la marche en avant des droits à partir de projets concrets et ambitieux dont nous suivons la réalisation, et qui sont porteurs d'espérance pour les plus vulnérables.

Plus que jamais nous avons besoin de défenseures et défenseurs des droits de l'Homme qui portent haut et fort les couleurs de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. La diversité de nos candidats (107 dossiers de candidature, issus de 40 pays ou région du monde), et la diversité de nos lauréats sont la preuve de l'universalité des droits de l'Homme. Les projets qu'ils mettent en œuvre nous rappellent que la Déclaration n'est pas seulement une pétition de principes, elle pose les fondations d'un monde plus juste, elle est une source d'inspiration constante, un instrument universel avec un but spécifique – la mise en œuvre effective des libertés et droits fondamentaux – orienté vers l'action et toujours pertinent pour répondre aux défis du monde contemporain.

Jean-Marie BURGUBURU
Président
de la Commission nationale consultative
des droits de l'homme (CNCDH)



LE PRIX DES DROITS DE L'HOMME

En bref

Le Prix des droits de l'Homme de la République française «Liberté, Égalité, Fraternité»

Le Prix des droits de l'Homme de la République française « Liberté, Égalité, Fraternité » est décerné chaque année depuis 1988 par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH).

Le Prix a vocation à distinguer des actions de terrain et des projets portant sur la protection et la promotion effectives des droits humains, dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, sans distinction de nationalité ou de frontière.

Par ce Prix, la République française souhaite soutenir les actions individuelles et collectives en faveur de la défense et de la protection des droits humains dans le monde. Le Prix reconnaît le rôle fondamental que joue la société civile, et en particulier les organisations non gouvernementales, dans la promotion et la protection de ces droits.

La France entend ainsi mettre à l'honneur et encourager les acteurs de terrain. En vertu de la valeur protectrice du Prix, les lauréats, parfois menacés dans leur pays à cause de leur action en faveur des droits humains, sont placés sous la protection diplomatique des ambassades françaises à l'étranger.

Pour l'édition 2022, le Prix est remis aux lauréats par Madame Isabelle Lonvis-Rome, ministre déléguée auprès de la Première ministre, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances et Monsieur Jean-Marie Burguburu, président de la CNCDH, lors d'une cérémonie organisée à Paris le 9 décembre 2022.



LE THÈME DE L'ANNÉE 2022

Présentation

Droits sexuels et reproductifs : protection des droits des personnes LGBTQIA+ et lutte contre les inégalités de genre

Parce qu'ils appartiennent au corpus des droits humains, les droits sexuels et reproductifs revêtent les mêmes caractéristiques : ils sont universels, indivisibles et interdépendants. La concrétisation de ces droits concourt à la mise en œuvre des autres libertés fondamentales et des droits de la personne. En vertu du droit international, tous les individus ont le droit de prendre des décisions libres concernant leur sexualité et d'exercer un contrôle à cet égard. Les droits sexuels concernent autant la santé que le bien-être physique, mental et social. En vertu de ces droits, chacun est libre de décider d'avoir ou non des rapports sexuels, du moment de ces rapports et du genre de son partenaire. Par ailleurs, les droits reproductifs, relatifs à la fécondité, concernent à la fois la santé de la reproduction (fécondation, grossesse, accouchement...) et celle de la non-reproduction (avortement, contraception, stérilité). Ces droits permettent aux individus de décider librement du moment de la reproduction, du nombre souhaité d'enfants ou de l'espacement entre les naissances.

Pourtant, en de nombreux endroits du monde, les personnes LGBTQIA+ ne peuvent pas vivre librement leur orientation sexuelle et leur identité de genre. Ainsi, les relations sexuelles entre personnes de même sexe sont illégales dans 69 pays, la médicalisation des personnes transgenres reste la norme dans de très nombreux pays et les procédures de modification de la mention du sexe à l'état-civil sont souvent humiliantes et dégradantes.

De même, dans de nombreux États, les femmes et jeunes filles ne peuvent pas décider de leur propre sexualité. Elles sont victimes de violences sexuelles, de mariages forcés. Elles ne peuvent pas librement choisir d'enfanter ou pas ou déterminer le nombre de grossesses qu'elles veulent vivre ou trouver l'accompagnement dont elles ont besoin en cas de fausses couches, de grossesses pathologiques, ou encore de difficultés du post-partum. La sexualité et la procréation sont encore bien trop souvent contrôlées ou criminalisées.

LES LAURÉATS

*du Prix des droits de l'Homme
de la République française*

Égypte

THE SEX TALK ARABIC

Présentation de l'association

The Sex Talk Arabic est un collectif féministe indépendant créé en 2018 pour contribuer à éradiquer la violence envers les femmes, les filles et les personnes LGBTQIA+ dans les sociétés arabophones du monde entier.

L'objectif du collectif est de favoriser les échanges autour de la santé et des droits sexuels et de déconstruire les idées fausses et les mythes concernant le corps et la santé des femmes et des personnes LGBTQIA+.

En donnant aux individus les connaissances qui leur permettront de prendre des décisions éclairées concernant leur corps, leur sexualité et leur reproduction, le collectif entend **mettre fin au cycle d'exploitation et de violence envers les femmes et les personnes LGBTQIA+**. Les membres du collectif sont persuadés que le mouvement des droits humains dans le monde arabe doit être accompagné d'une révolution pédagogique en matière de sexualité, qui va au-delà des tabous traditionnels et des carcans conservateurs et patriarcaux. Dans ce but, **The Sex Talk Arabic** fournit un discours alternatif, féministe et queer sur la santé et les droits sexuels dans divers dialectes de la langue arabe grâce aux outils numériques. Il s'agit de diffuser des connaissances féministes et accessibles sur la santé et les droits sexuels conçues par des femmes arabes pour des femmes arabes.



J'ai fondé The Sex Talk Arabic en 2018. Ce projet a été pensé comme une plateforme accessible, positive et inclusive qui travaille à la déconstruction des normes sociales, des croyances et des structures qui contribuent aux violences sexuelles envers les femmes, les filles et les autres personnes arabes des communautés LGBTQ+.

Nous sommes extrêmement honorés que notre association soit reconnue pour ses efforts pour rendre effectifs les droits humains. Nous espérons que cette reconnaissance permettra de diffuser davantage notre travail et de partager nos ressources de façon à ce qu'elles soient accessibles gratuitement et de façon sécurisée pour plus de femmes, tout particulièrement celles qu'il est le plus difficile de toucher.



CONTACT



TheSexTalkArabi



Thesextalkarabic



thesextalkarabic

Présentation du projet

Le projet récompensé vise à créer deux nouvelles bases de données.

La première fournira des informations sur la **santé et les droits sexuels**, pour permettre aux utilisateurs de trouver :

- des prestataires de services de santé sexuelle dignes de confiance dans différents lieux géographiques et qui sont ouverts aux personnes queer ;
- des informations sur l'avortement dans des conditions sûres et sur les droits en matière de santé reproductive ;
- l'emplacement de centres de dépistage des MST et de services de conseil.

La seconde base de données en ligne permettra de **signaler les violences sexuelles dans plusieurs pays arabes**, avec, entre autres, des informations sur :

- les démarches juridiques pour signaler les violences fondées sur le genre (viol conjugal, menaces de mariage précoce, excision) dans différents pays arabes ;
- les organisations qui soutiennent les survivants de violences sexuelles ;
- les prestataires de services juridiques et les organisations qui aident les victimes de violences sexuelles.



Mot du jury

Le jury a été très sensible à la **démarche à la fois inclusive du projet** - pensé par et pour les personnes directement concernées - **et pédagogique** avec un travail de réflexion sur le vocabulaire pour créer de nouveaux mots, n'existant pas encore en langue arabe, pour désigner certains éléments ou certains concepts. Le jury a tenu à récompenser une association qui a déjà effectué un **travail impressionnant en matière de diffusion de connaissances sur la santé, le corps et les droits de santé sexuelle et reproductive**, travail de **surcroît** réalisé par une équipe entièrement bénévole.

Venezuela CEDESEX

Présentation de l'association

Le Centre d'Étude des Droits Sexuels et Reproductifs (CEDESEX) est une association créée par un petit groupe d'activistes et professionnels qui vise à garantir l'effectivité des droits sexuels et reproductifs, en particulier pour des populations en situation de vulnérabilité. **L'objectif de l'association est de favoriser une pleine autonomie des personnes sur leur corps et leur sexualité grâce à une prise de décision libre, informée et sans discrimination ou violence.**

Elle met en œuvre des **actions de sensibilisation et d'information, de soins, d'éducation et de formation.** CEDESEX a ainsi développé une série d'enquêtes, de programmes et d'initiatives sur des sujets tels que : l'éducation complète à la sexualité ; la prévention et la réduction des grossesses non planifiées à l'adolescence ; l'accès aux méthodes modernes de contraception et aux services de santé sexuelle et reproductive ; le respect et la reconnaissance des droits des personnes LGBTI ; la prévention des violence sexistes à l'égard des femmes, avec une attention particulière sur la violence sexuelle...



“

Pour CEDESEX, les droits sexuels et reproductifs sont les plus humains des droits humains, car ils sont à la base de la reconnaissance de la dignité et de la nature sexuée des personnes. Notre plus grand engagement est de protéger ces droits chez les plus vulnérables, dont les filles et adolescentes de quartiers défavorisés.

Le statut de lauréat du Prix de droits de l'Homme 2022 représente pour notre organisation une véritable reconnaissance du travail réalisé à ce jour par notre équipe et nos bénévoles, dans la promotion et défense des droits sexuels et reproductifs des filles, adolescentes et femmes plus vulnérables, nous motivant à continuer sur cette voie, surtout compte tenu du contexte humanitaire au Venezuela au cours des dernières années.

”

CONTACT www.cedesex.org



cedesexve



cedesex Ve



cedesexve

Présentation du projet

Au Venezuela, de nombreux obstacles entravent l'exercice des droits sexuels et reproductifs, en particulier pour les femmes les plus vulnérables. D'après le Fonds des Nations Unies pour la Population, chaque année plus de 125 000 bébés naissent de mères âgées de 15 à 19 ans au Venezuela, soit un taux de fécondité chez les adolescentes de 97,7 pour 1000, l'un des plus élevés d'Amérique latine. Ces grossesses précoces, non planifiées ou non désirées, menacent la vie des femmes et des jeunes filles et témoignent du non-respect de leur droit à prendre des décisions libres en rapport avec leur sexualité, leur reproduction et de leur corps. CEDEX est convaincue que l'un des meilleurs moyens de lutter contre ce phénomène est de mieux éduquer les jeunes filles et de leur donner accès à une information complète et accessible sur la sexualité et la reproduction. **Le projet « Ma sexualité, mon droit, mon projet, mon avenir » entend donc mettre en œuvre des actions de prévention, de formation, de soins et d'accompagnement pour les adolescents en situation de vulnérabilité** dans trois écoles publiques de Ocumare del Tuy, qui est l'un des territoires semi-urbains du pays les plus touchés par la pauvreté, la violence et les grossesses non planifiées chez les filles et les adolescentes.



Mot du jury

Le jury a souhaité récompenser **une action très concrète, portée par une association très bien implantée et qui associe les publics concernés à l'élaboration du projet.** L'impact des actions mises en œuvre sera évalué tout au long du projet afin de voir si elles répondent effectivement aux problématiques sociales fortes engendrées par les grossesses non planifiées chez les adolescentes et les jeunes femmes dans le Nord du Venezuela.

Albanie STREHA

Présentation de l'association

Streha (« refuge » en albanais) est un centre social, fondé en 2015 par deux organisations LGBTI (Aleanca et Pro LGBT), qui permet d'accueillir en rotation des jeunes LGBT+ entre 18 et 29 ans, pour une période de 6 mois, renouvelable si nécessaire. **Reconnue comme structure sociale de l'État en Albanie**, Streha LGBT offre un hébergement d'urgence et un service de transition/réinsertion dans la société et de soutien aux jeunes LGBTQIA+ victimes de violences domestiques (physique et psychologique) ou chassés de leur domicile. Le dispositif d'accueil et d'accompagnement des personnes fonctionne 24h sur 24.

Streha LGBT est le seul centre d'accueil d'urgence pour les jeunes LGBTQIA+ les plus vulnérables en Albanie et a été la première structure de ce type dans les Balkans occidentaux. Une équipe multidisciplinaire comprenant des travailleurs sociaux, un psychologue et des administrateurs s'occupe de l'accueil et du suivi des bénéficiaires. L'ONG vise à offrir un service adapté aux membres de la communauté LGBTQIA+ notamment en répondant aux besoins de base en matière d'hébergement, de nourriture et de médicaments. Le refuge peut accueillir jusqu'à 30 jeunes en situation d'insécurité et situation précaire.



“

Ce Prix et le soutien financier qui l'accompagne sont d'une grande importance pour notre organisation et les personnes que nous aidons.

Cet honneur revient à toutes les personnes séropositives dont la vie était en danger et à tous les jeunes d'Albanie et de la région albanophone qui ont poursuivi leurs efforts pour vivre avec la maladie du VIH.

Il a été décerné en reconnaissance des efforts déployés pour que les personnes vivant avec le VIH en Albanie aient un accès continu aux examens dont elles ont besoin pour maintenir leur qualité de vie, ainsi que pour réduire le taux de nouvelles infections et permettre la fourniture gratuite d'examens dans le cadre du protocole de traitement standard.

”

CONTACT <https://strehacenter.org/>



StrehaAlbania



strehalgbtAlbania



strehalgbt

Présentation du projet

L'ONG Streha souhaite mettre en œuvre au cours de l'année 2023 un **projet dont l'objectif principal est de contribuer à la réduction de l'infection par le VIH de la communauté LGBTQIA+ en Albanie et dans la région albanophone des Balkans occidentaux (principalement au Kosovo et en Macédoine du Nord)**. L'Albanie ne consacre qu'environ 3% de son PIB à la santé (contre une moyenne de 9,9% dans l'UE-27). Dans ce contexte, les communautés albanaises les plus vulnérables ont un accès limité aux soins de santé primaires et aux services de santé sexuelle et reproductive. Les discriminations liées à la prise en charge des patients LGBTQIA+ sont fréquentes. Les services de santé sont ainsi très réticents à l'idée de traiter les patients LGBT alors que le nombre de personnes atteintes du VIH continue d'augmenter et que la communauté LGBTQIA+ fait partie des groupes les plus vulnérables ciblés par le programme de santé pour la prévention de l'infection au VIH et le traitement des personnes séropositives. Streha souhaite mettre en place un **programme d'accompagnement médical personnalisé pour les personnes LGBTQIA+ atteintes du VIH ou séropositives ainsi qu'une campagne médiatique pour réduire la stigmatisation envers la communauté LGBTQIA+ séropositive ou à risque d'infection**. Ce projet permettrait d'offrir des soins médicaux à un plus grand nombre de personnes de la communauté et de faire face à la discrimination dans l'accès aux soins de santé.



Mot du jury

Le jury a été très sensible à la qualité du projet qui est très bien construit et porté par deux associations dont **le professionnalisme et l'implantation dans le pays ne sont plus à démontrer**. Il a tenu à récompenser un projet qui entend **répondre aux besoins fondamentaux des personnes LGBT en Albanie en palliant les lacunes de l'action publique**.

Argentine MOCHA CELIS

Présentation de l'association

Légalement créée en 2020, l'association Mocha Celis s'est effectivement constituée en 2010 pour **défendre l'accès à l'éducation des personnes transgenres, travesties et non-binaires.**

L'association porte le nom de Mocha Celis, une personne travestie de la province de Tucumán et compagne de lutte de l'activiste trans Lohana Berkins, qui a notamment milité pour le respect des droits des personnes transgenres à l'université. Mocha Celis été assassinée par des coups de feu de la police dans des circonstances qui n'ont jamais été clarifiées. Elle n'avait jamais terminé ses études secondaires. L'histoire de Mocha Celis est celle de nombreuses personnes travesties, trans et non binaires (TTNB) en Argentine. **Les personnes TTNB souffrent en effet d'une très grande vulnérabilité sociale, d'une plus faible espérance de vie et du taux de chômage le plus élevé. C'est pour ces raisons que l'association a choisi de se mobiliser pour leur accès à l'éducation afin de lutter contre les discriminations structurelles qu'ils et elles subissent.** En 2011 a été créé le Bachillerato Popular Travesti-Trans Mocha Celis.



“ Nous sommes des personnes LGBTQI+ qui avons décidé, en tant que personnes concernées, de nous mobiliser pour garantir l'effectivité des droits humains en général et aussi plus particulièrement au sein de notre communauté. Nous travaillons quotidiennement à la construction d'un monde sans discrimination, ni exclusion et violence.

Au moment de recevoir le Prix des droits de l'Homme de la République française, nous exprimons notre profonde gratitude pour cette reconnaissance de notre travail. Cela a un impact très positif pour notre communauté et nos équipes après tant d'années d'efforts.

”

CONTACT

-  mochacelis
-  mochacelis
-  mochacelis
-  mochacelis

Présentation du projet

Le Bachillerato Popular Travesti-Trans Mocha Celis est une école (collège et lycée) qui a pour objectif de garantir le droit à l'éducation des personnes TTNB et de leur offrir certaines opportunités. Le bachillerato compte plusieurs programmes éducatifs qui visent à répondre aux besoins spécifiques des personnes et faciliter leur réussite scolaire et par la suite leur entrée à l'université. L'école entend également améliorer leur qualité de vie par le **programme « Accès aux droits »** qui vise à répondre notamment aux problèmes d'accès au logement, aux soins de santé mentale et physique et à faciliter les changements de la mention du sexe sur les documents d'identité, etc. Le **programme « EmploiTrans »** vise quant à lui à améliorer les **conditions d'insertion professionnelle** afin que tous les diplômés puissent accéder à un emploi formel dans un environnement exempt de discrimination et de violence.

Le projet récompensé vise à renforcer les équipes de l'école en garantissant la sécurité de plusieurs emplois :

- deux travailleurs sociaux pour les tâches d'accès aux droits ;
- deux psychologues pour les tâches de l'aide sociale aux étudiants ;
- deux professionnels pour l'insertion professionnelle dans des emplois formels dans des entités publiques et privées.



Mot du jury

L'originalité de cette école développée par l'association Mocha Celis a interpellé le jury. Celui-ci a été particulièrement apprécié le fait que le **projet repose sur une approche de l'éducation globale et inclusive** (l'école n'est pas réservée qu'aux personnes TTNB). Le projet témoigne d'un grand professionnalisme et peut faire valoir un certain nombre de réussites dans l'insertion professionnelle de ses élèves ou la poursuite d'études supérieures. Par ailleurs, le jury a été sensible au fait que le projet ait essaimé dans d'autres régions d'Argentine ou en Amérique latine.

LES

MENTIONS SPÉCIALES

*du Prix des droits de l'Homme
de la République française*



 ONG Réseau Jiko Kinga Mazingira-REJIKIMA

Réseau Jiko Kinga Mazingira, République démocratique du Congo

Le réseau Jiko Kinga Mazingira (REJIKIMA) mène de nombreuses actions d'éducation et de formation dans toutes les provinces de la République démocratique du Congo avec pour objectif de mobiliser et préparer les communautés locales pour une gestion durable, participative et sans conflit des ressources naturelles. Promouvoir les droits des femmes et des peuples autochtones sont deux des missions du réseau. REJIKIMA a présenté un projet visant à recueillir les jeunes femmes et filles des peuples autochtones contraintes de se prostituer pour subvenir à leurs besoins ou ceux de leurs familles dans les grandes villes. REJIKIMA souhaite les identifier, leur apporter un soutien psychologique, médical et juridique et lutter contre ce phénomène.



 marsashc

 marsashc

Centre de santé sexuelle MARSa, Liban

Fondé en 2010, le centre de santé sexuelle MARSa est une organisation non gouvernementale libanaise qui se mobilise pour un accès équitable à la santé et aux droits sexuels et reproductifs de la communauté LGBTQIA+, des femmes et des minorités par trois modes d'action : des services de santé sexuelle (consultations médicales, sociales et psychologiques), des campagnes de sensibilisation et de prévention auprès des publics cibles et enfin des actions de plaidoyer auprès des pouvoirs publics et des ONG. Le projet présenté est un élément d'un projet d'envergure de quatre ans lancé avec d'autres organisations. Il vise d'une part à décentraliser les services de santé et à promouvoir des services inclusifs et non stigmatisants, et d'autre part à sensibiliser les populations vulnérables à la santé sexuelle et reproductive et au dépistage volontaire.



BHPOVORKA
POVORKA
POVORKA

 BHpovorkaponosa

 bh.povorkaponosa

 bh.povorkaponosa

Marche des fiertés, Bosnie-Herzégovine

Portée par un comité composé exclusivement de bénévoles, la Marche des fiertés est un mouvement de protestation qui vise à défendre et à sensibiliser aux problèmes et besoins des personnes LGBTQI+ en Bosnie-Herzégovine. Si la Marche des fiertés n'a lieu pour l'instant que dans la capitale Sarajevo, le comité d'organisation a animé un mois complet d'événements dans les grandes villes de Bosnie-Herzégovine pendant le mois des fiertés en juin 2022. Le Comité doit cependant composer avec des charges administratives et financières et un soutien encore limité de la part des dirigeants politiques et gouvernementaux. Le comité organise la marche et des événements en marge, une campagne d'information auprès du grand public et une sensibilisation de la communauté LGBTQI+.



 Ecokoswomen-EKW
 ecokoswomen

Association EcoKos Women, Kosovo

Fondée en 2019 par six femmes kosovares, l'association EcoKos Women (EKW) souhaite renforcer la participation citoyenne autour de trois piliers : le féminisme, l'environnement et l'agriculture. EKW est en effet convaincue que le moyen le plus efficace de lutter contre les inégalités de genre dans un pays très patriarcal comme le Kosovo est d'autonomiser les femmes et de les inclure dans la vie économique et sociale du pays. Le projet présenté par EKW vise à briser le silence sur les droits sexuels et reproductifs ; la mentalité kosovare demeure très archaïque sur le sujet et les femmes et la communauté LGBTQIA+ en souffre particulièrement. EKW souhaite à la fois sensibiliser l'ensemble de la population et agir plus particulièrement auprès des jeunes en allant à leur rencontre en les sensibilisant aux droits sexuels et reproductifs et au droit de choisir son orientation sexuelle.



<http://afemali.ml/>

Association Femmes d'Espoir, Mali

L'association Femmes d'Espoir Mali (AFE) œuvre, depuis sa création en 2016, à permettre à toutes les femmes et filles d'être acceptées et respectées au Mali et à faire reconnaître l'égalité de sexes comme facteur de développement. Elle propose des activités de formation à l'attention des femmes et filles LBQ, des formations au grand public sur les droits humains des femmes et des filles LBQ et de promotion de santé sexuelle, mentale et reproductive chez les filles LBQ. L'AFE souhaite renforcer ses actions dans les villes de Bamako, Sikasso, Bougouni, Kayes, Segou, Koulikoro, San et Mopti dans lesquelles la violence et la discrimination à l'encontre des femmes LBQ sont les plus manifestes. L'AFE souhaite notamment sensibiliser les autorités à la vulnérabilité des personnes LBQ, organiser des groupes de parole à domicile et des espaces de rencontre, mettre en place des séances de discussion et de soutien psychologique.

LA CNCDH *en quelques mots*

Fondée en 1947, à l'initiative de René Cassin, Prix Nobel de la Paix, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) est l'Institution nationale de promotion et de protection des droits de l'Homme accréditée auprès des Nations Unies. Institution collégiale et indépendante, la CNCDH a pour mission de conseiller les pouvoirs publics en matière de droits humains et de droit international humanitaire, de contrôler le respect par la France de ses engagements internationaux en la matière, et de sensibiliser et de former aux droits humains.



COMMISSION NATIONALE
CONSULTATIVE
DES DROITS DE L'HOMME

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

20 avenue de Ségur
75007 PARIS
www.cncdh.fr

